

MIROIR AUTRICHIEN

par Danny LEDER

Paradoxe Autriche : sous l'effet conjugué de l'affaire Waldheim et de diverses commémorations, ce pays a connu ces dernières années un débat d'une ampleur inégalée sur son passé nazi. Kurt Waldheim a pourtant réussi à stabiliser sa position, au point d'envisager un deuxième mandat présidentiel à partir de 1992.

Cette situation surprenante n'est intelligible qu'à la lumière du cheminement particulier de l'Autriche à travers le nazisme et l'après-guerre. Un processus qui peut être esquissé à travers quatre points :

1 - L'annexion de l'Autriche par l'Allemagne hitlérienne en 1938 fut accompagnée d'une victoire politique des nazis. Ceux-ci avaient déjà, auparavant, gagné un large appui populaire.

2 - Pendant toute la guerre, la population est restée, en grande partie, fidèle au régime nazi.

3 - Après la guerre, une sorte de double langage s'est instaurée : d'une part, un discours officiel, occasionnel, surtout tourné vers l'extérieur, présentant l'Autriche comme une victime du nazisme *allemand*.

D'autre part, une population qui est restée dans une large mesure attachée à un souvenir positif du nazisme. Entre les tenants de ces deux discours s'est établie une sorte de coexistence pacifique inavouée.

4 - Waldheim a, durant sa campagne électorale en 1986, mélangé les genres. Une démarche qui a fait voler en éclat ce consensus inavoué.

Avant même que les troupes allemandes n'entrent triomphalement en Autriche, en mars 1938, le mouvement nazi avait conquis politiquement plus du tiers de la population. Pour comprendre ce processus il faut se remémorer la période avant l'Anschluss. Entre 1933 et 1938, l'Autriche vivait déjà sous la coupe d'une dictature : un régime corporatiste et clérical, idéologiquement comparable au pétainisme, et issu d'un coup d'Etat du principal parti de droite, le parti chrétien-social. Ce régime écrasa notamment une tentative de soulèvement d'ouvriers socialistes en 1934.

Une fois le mouvement socialiste (jusqu'alors la principale force d'opposition) vaincu, le champ était libre pour les militants nazis qui ne tardèrent pas à

regrouper des secteurs de plus en plus amples de la population en rupture avec le régime. Leur slogan prônant le rattachement au « Reich » allemand, sonnait d'autant plus juste que le gouvernement chrétien-social et même les socialistes cultivaient un certain pan-germanisme. Mais surtout la misère gagnait du terrain en Autriche, tandis que l'Allemagne nazie connaissait un essor économique - dû aux préparatifs de guerre.

Ainsi confluèrent dans le mouvement nazi autrichien les couches moyennes appauvries, les chômeurs, les paysans surendettés, et aussi des ouvriers déçus par la faiblesse de la gauche mais vouant une haine féroce à la dictature des chrétiens-sociaux.

Le levier principal de la propagande nazie, le dénominateur commun à tous ces groupes sociaux disparates, était l'antisémitisme. En fait, tous les grands partis d'avant-guerre s'en servaient. Ainsi les chrétiens-sociaux avaient un chapitre anti-juif dans leur programme, et reprochaient systématiquement aux socialistes d'avoir des « leaders juifs ». Ce à quoi les socialistes répliquaient en accusant, à leur tour, la droite, y compris les nazis, d'être « inféodés aux banquiers juifs » (1). A ce jeu-là, les nazis se montraient les plus forts.

Pendant la guerre, le régime nazi avait pu compter jusqu'aux tout derniers jours sur la loyauté d'une grande partie de la population. Il y avait bien, de temps en temps, des signes de rivalité entre Allemands et Autrichiens, y compris au sein de l'appareil nazi. Mais ce qui primait était le sentiment d'appartenir à la « race allemande » et au Reich dominateur. L'Autriche en tant que pays n'existait plus, mais les Autrichiens, pourvu qu'ils ne s'opposassent pas aux nazis, étaient traités par Berlin comme les Allemands. Au niveau économique, loin d'être asservis comme d'autres peuples sous occupation allemande, les Autrichiens, au contraire, profitèrent de l'exploitation des pays conquis par les armées nazies. L'Autriche reçut également son lot d'esclaves du travail, réquisitionnés partout en Europe.

(1) C'est un ancien dirigeant communiste autrichien, Leopold Spira, qui a publié une remarquable étude sur l'utilisation de l'antisémitisme par la droite et la gauche autrichiennes dans l'entre-deux-guerres. Spira (Leopold), *Feindbild Jud*, Wien, Löcker Verlag, 1981.

Faire quelque chose aux Juifs

Dans l'après-guerre, l'épuration anti-nazie se heurta tout d'abord à un problème objectif pratiquement insurmontable : environ dix pour cent de la population avaient adhéré au parti nazi. Avec leurs familles, ils formaient facilement un tiers des Autrichiens. Dans des secteurs aussi cruciaux que l'enseignement ou la justice, les nazis étaient même majoritaires.

Mais les leaders des partis démocratiques en général manquaient aussi de volonté pour affronter les anciens nazis. Ils se sentaient en fait dans une certaine connivence avec eux. Cela vient encore d'être démontré par un jeune historien anglais, Robert Knight, qui a récemment réussi à se procurer les protocoles des discussions internes du tout premier gouvernement autrichien après la libération (2). Voici par exemple ce qu'affirmait le chef du nouveau gouvernement, le leader socialiste Karl Renner, le 29 août 1945 : « *Il n'y a presque aucune famille (en Autriche), et également aucune famille ouvrière socialiste (...) qui n'ait eu parmi ses proches ou lointains parents, des gens qui s'étaient joints aux nazis (...). Tous ces petits fonctionnaires, ces petits citoyens et commerçants (...) n'avaient, lors de leur rattachement aux nazis, aucune intention de grande portée (...), tout au plus (voulaient-ils) qu'on fasse quelque chose aux Juifs (...), mais surtout ils ne pensaient pas provoquer une guerre mondiale* ».

Cette attitude des leaders d'après-guerre fut favorisée par l'affirmation que l'Autriche aurait été une victime du nazisme, essentiellement allemand, au même titre que la France, par exemple. Une théorie qui a d'ailleurs été initialement développée pendant la guerre par des exilés autrichiens, essentiellement d'origine juive.

Ce mensonge historique fut avalisé par les forces alliées. Grâce à cela, les Autrichiens étaient plus ou moins dispensés de cette forme d'autocritique et de remords officiels, qu'on exigeait des Allemands. Ceci

(2) Knight (Robert), *Ich bin dafür die Sache in die Länge zu ziehen*, Wortprotokolle der österreichischen Bundesregierung von 1945 bis 1952. Frankfurt, Athenäum Verlag, 1988.

explique aussi pourquoi les autorités autrichiennes pouvaient se permettre d'avoir un comportement exécutable vis-à-vis des rares survivants juifs qui retournaient ou voulaient retourner à Vienne.

Ce lien de causalité vient d'être pour la première fois étudié en détail par Ruth Beckermann, une jeune intellectuelle viennoise, dans un brillant essai sur la condition juive dans l'Autriche d'après-guerre (3). Beckermann démontre comment, à l'inverse de la RFA qui choyait ses dignitaires juifs, l'Autriche n'avait nullement besoin d'une nouvelle présence juive pour prouver l'assainissement moral du pays. Non seulement l'Etat autrichien ne participa pas à la fameuse « *Wiedergutmachung* » allemande (le paiement d'allocations à un certain nombre de survivants du génocide). Mais l'Autriche refusa également, dans beaucoup de cas, de rendre des biens volés aux Juifs. Ceux qui revenaient, boutiquiers ou artisans, ne récupéraient que très difficilement leurs appartements ou leurs magasins. Pour y arriver, ils étaient souvent obligés de payer une indemnisation aux nazis qui se les étaient accaparés. De même, les exilés avaient en général perdu leurs droits à retraite, à l'inverse des nazis. Une multitude d'entraves administratives décourageaient les personnes, qui cherchaient à récupérer les œuvres d'art volées par les nazis.

L'Autriche ne refoule pas

Le discours officiel présentant l'Autriche comme victime du nazisme allemand induisit en erreur de nombreux observateurs étrangers. Peu au fait des réalités autrichiennes, ils crurent déceler, à partir de ce discours, un « refoulement collectif » de la période nazie. Ce qui est passablement inexact. Les survivants parmi les persécutés du nazisme ont bien dû « refouler » le passé et une partie du présent autrichien pour garder un semblant d'équilibre psychique. Par contre, ce qu'on pourrait appeler l'Autriche profonde, ne fut jamais tourmentée par des sentiments de honte ou de

culpabilité assez forts, pour provoquer un refoulement de la période nazie.

En fait, un partage des rôles s'imposa où personne n'était dupe : aux leaders les plus en vue, incombait la tâche de tenir des propos rituels anti-nazis plutôt flous et surtout à usage externe. Tandis qu'au niveau familial et local, la conscience populaire s'accrochait à une vision justificatrice du nazisme. Dans les villages, par exemple, seuls les Autrichiens tombés comme soldats allemands, y compris les pires criminels, ont droit aux honneurs. Les autres, qu'ils aient été résistants ou simples déserteurs, restent bannis des monuments aux morts. Ils sont en général perçus comme traîtres, et souvent, leurs propres familles en ont honte.

Quand les Autrichiens parlent de la fin de la guerre, ils utilisent, en général, le terme de « défaite ». Le mot « libération » est dans ce contexte pratiquement inconnu. En schématisant, on pourrait résumer ainsi le discours le plus courant : « Nous avons vécu avant la guerre une période terrible de chômage et de misère. Hitler nous a apporté du travail. Il a mis de l'ordre. Pour les Juifs il a exagéré. Ce n'est pas à refaire, mais dans le passé les nazis ont résolu nos problèmes. »

En juin 1988, un sondage effectué par l'institut d'enquête autrichien Fessel, donnait les résultats suivants (cités d'après le quotidien *Kurier*) :

47 % des personnes interrogées pensent que le nazisme a apporté à l'Autriche « à la fois du bien et du mal »,

2 %, « surtout du bien »,

31 % pensent, « en grande partie du mal »,

seulement 15 % pensent qu'il n'a apporté « que du mal ».

Ces résultats sont d'ailleurs, à peu près, les mêmes que ceux d'un sondage effectué en 1948.

En simplifiant, si l'on comparait les attitudes des populations française et autrichienne par rapport à la période de la guerre, on obtiendrait une sorte de miroir renversé. En France, la défaite de 1940 avait débouché sur l'installation du régime pétainiste, soutenu dans une première période par une majorité des Français qui le considéraient comme une solution de secours. C'est cette période-là qui fait en France l'objet d'un « refoulement ». Vers la fin de la guerre, et

(3) Beckermann (Ruth), *Unzugehörig - Österreicher und Juden nach 1945*, Wien, Löcker Verlag, 1989.

surtout ensuite, la résistance qui avait été un phénomène minoritaire est devenue un modèle d'identification collectif, un mythe national bâtisseur.

En Autriche, c'est à peu près l'inverse qui s'est produit. La victoire du nazisme a été espérée et fêtée par une grande partie de la population. Le soutien populaire s'est maintenu durant la guerre. Ensuite, la destruction du régime nazi et son remplacement par un gouvernement démocratique, dans le cadre de l'occupation de l'Autriche par les forces alliées, a été vécu comme la fin d'un rêve et la meilleure solution dans une situation plutôt mauvaise. Mais l'identification - *a posteriori* - avec les opposants au nazisme n'a jamais gagné la conscience populaire en profondeur. Evidemment, cette comparaison n'a de sens, que si on tient compte du fait que les Autrichiens, à l'inverse des Français, n'ont jamais subi le sort qui était réservé par les nazis aux peuples asservis.

Le « sens du devoir » de Waldheim

L'affaire Waldheim s'insère dans ce contexte historique et psychologique, déjà à travers la manière dont elle a été lancée. Ce sont des dirigeants du Parti socialiste autrichien qui l'ont indirectement déclenchée. Ils espéraient pouvoir nuire au Parti populiste, le grand parti conservateur, qui avait présenté Waldheim comme candidat aux élections présidentielles de 1986. Mais, connaissant évidemment le climat autrichien, ces mêmes leaders socialistes se sont bien gardés de présenter eux-mêmes, en Autriche, les révélations sur Waldheim dont ils disposaient. Ils ont préféré faire parvenir, discrètement, des éléments de leur dossier au Congrès juif mondial aux Etats-Unis et au *New York Times*, qui devaient se charger de les publier à leur place. Ensuite, Waldheim aurait dû échouer à cause de sa condamnation par l'opinion internationale. Tel était du moins le souhait des tacticiens socialistes.

Mais Waldheim, d'habitude doté d'aucun charisme, sut justement tirer profit de cette mise en accusation internationale, qui n'était relayée en Autriche que par

une minorité d'intellectuels. Durant sa campagne électorale à travers le pays, Waldheim s'est instinctivement placé sur le terrain de cette conscience populaire ambiguë, d'abord en hésitant, ensuite avec de plus en plus d'assurance. Il a ainsi, par exemple, tenté « d'expliquer » les massacres de civils par l'armée allemande dans les Balkans par l'âpreté de la lutte que menaient les résistants yougoslaves et grecs.

Mais sa grande découverte fut le succès de sa phrase : « *Je n'ai fait que mon devoir* ». Waldheim la prononça au début de sa campagne, de manière plutôt négligente. Immédiatement, les acclamations du public redoublèrent. A partir de là, Waldheim en fit son expression fétiche. Cette phrase était lourde de sens, puisque, grâce à elle, il venait de franchir la frontière entre le discours policé des leaders et la sensibilité populaire ambiante. En estimant qu'il n'avait fait que son « devoir » en accomplissant avec application son service d'officier des armées nazies, Waldheim signifiait indirectement aux résistants autrichiens, qu'eux avaient failli à leur devoir.

Waldheim a aussi été gagnant sur un autre terrain : celui du mensonge-camouflage. Le gouvernement autrichien avait constitué, tardivement, une commission internationale d'historiens, d'ailleurs fort honorables, qui devait statuer sur le cas Waldheim. Leur conclusion était qu'on ne pouvait pas reprocher à Waldheim, d'avoir exercé un pouvoir de décision au niveau des crimes commis par l'armée allemande dans les Balkans. Mais il avait été, selon cette commission, un officier extrêmement bien informé, proche des instances où se prenaient ces décisions. La commission avait ainsi délivré à Waldheim un certificat de mensonge, puisqu'il avait dans un premier temps prétendu ne rien savoir sur les massacres de civils en Yougoslavie et en Grèce, et qu'ensuite, il avait maintenu tout ignorer sur la déportation des Juifs grecs - pourtant effectuée sous ses yeux à Salonique.

C'est là le principal reproche qu'on peut faire au président autrichien. D'un homme qui a eu pareille fonction pendant la guerre, on peut au moins attendre qu'il ne refuse pas de témoigner sur les crimes commis sous ses yeux. C'est là son moindre devoir vis-à-vis des victimes, si l'on admet qu'il était dans l'incapacité, durant la guerre, de les secourir.

Ambivalente Autriche

Mais justement, ce type de mensonge est plutôt admis en Autriche, puisqu'il rejoint le double langage pratiqué depuis la fin de la guerre. Ces Autrichiens qui continuent de s'accrocher à une justification du nazisme savent et sentent que leur interprétation du passé n'est pas acceptée et reste même incommunicable hors des frontières de l'Autriche. Alors, le fait que Waldheim ait camouflé ce passé pour ravir des postes de haute responsabilité internationale ne choque pas outre mesure. Et puis, dans un pays où la justice a fait preuve d'une extraordinaire mansuétude vis-à-vis de tant de bourreaux nazis, on ne saurait condamner quelqu'un pour le simple refus de témoigner.

Pourtant, le débat autour de Waldheim a obligé l'Autriche à une confrontation, si longtemps évitée,

entre mémoires adverses. Il y a eu, d'une part, le réveil de courants antisémites, qui se sont, pour la première fois depuis de longues années exprimés sur la place publique. Mais il y a eu également le réveil d'une partie importante de l'*intelligentsia* autrichienne, y compris provinciale, qui a résolument pris en charge la confrontation avec les relents nazis et antisémites. Les médias audiovisuels, notamment, se sont chargés de rétablir de manière conséquente la vérité sur l'implication des Autrichiens dans le nazisme et dans la destruction du judaïsme européen. C'est en cela que la semi-victoire, disons d'endurance, de Waldheim, peut se transformer, à la longue, en une semi-défaite des courants crypto-nazis, encore tellement ancrés dans la mémoire autrichienne.

Danny Leder